

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3282

6 novembre 2014

SOMMAIRE

Fourteen Bramble S.A.	157500	Mexbrew S.à r.l.	157491
Krypt ID Luxembourg S.A.	157521	Michelle Developments S.A.	157491
La Fée Sucrée Sàrl	157498	Milano Uno S.à r.l.	157490
Le Palais S.A.	157490	Milet Ditzingen Holdings S.A.	157491
LSREF3 Octopus Investments S.à r.l. ...	157509	Milet Ditzingen InvestCO S.à r.l.	157491
Luxembourg Electrical Development ...	157514	Minacom S.A.	157497
Mably Participations SA	157492	Minhal France S.à r.l.	157492
Mabu S.à r.l.	157492	MTC Gas Transport Holdings S.à r.l.	157497
Macadam 1818 S.A.	157493	Nabors Lion S.à r.l.	157517
Macadam 1818 S.A.	157493	Nabors Offshore Americas Sàrl	157492
Madurai S.A.	157493	Naudin S.A. Spf	157498
Magistan Solutions S.A.	157494	New World Gaming International S.à r.l.	157497
Maintenance Tuyauteries Industrielles Lux	157494	Nordborn I S.à r.l.	157536
Maison Renée Berens Sàrl	157494	Northern Lights Investment S.A.	157497
Mamola S.A.	157495	Northern Lights Investment S.A.	157495
Mamola S.A.	157495	Northern Ontario Solar Holdings S.à r.l.	157499
Mamola S.A.	157496	Northern Ontario Solar Investments S.à	157499
Mareja Investments S.à r.l.	157519	r.l.	157499
Marengo Ventures S.A.	157494	NREP Transactions Holding 6 S.à r.l. ...	157517
Masalux S.A.	157495	Numo Investment	157513
Mastignac S.A.	157496	Orga+ S.à r.l.	157512
MATOSYS (machines, tools, & systems)	157496	Ormylux S.à r.l.	157497
S.A.	157496	Sandside Investissements S.A.	157493
Medor S.A.	157496	Sarl Sweetlux	157498
Meif 3 Luxembourg A Holdings, S.à r.l. ...	157490	THS Kingsway Fund	157529
Mexbrew Investment S.à r.l.	157490		

Le Palais S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4936 Bascharage, 19A, rue de la Reconnaissance Nationale.
R.C.S. Luxembourg B 173.764.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue le 2 octobre 2014 que:

- le mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Marie FERBER, de Madame Danielle MOLITOR et de Madame Laura FERBER est renouvelé pour une nouvelle période de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020.

- le mandat de commissaire de LUX-AUDIT S.A. est renouvelé pour une nouvelle période de six (6) années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020.

Il résulte des résolutions prises par le conseil d'administration tenue le 2 octobre 2014 que:

- Monsieur Jean-Marie FERBER est renouvelé dans ses fonctions d'administrateur-délégué pour une nouvelle période de six (6) années soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020.

- Monsieur Jean-Marie FERBER est renouvelé dans sa fonction de Président du Conseil d'administration pour une nouvelle période de six (6) années soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 2 octobre 2014.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2014156732/23.

(140177602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Meif 3 Luxembourg A Holdings, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.

R.C.S. Luxembourg B 140.896.

—
Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156754/10.

(140178142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Mexbrew Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Münsbach, 5, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 174.652.

—
EXTRAIT

La société a pris note de la démission du gérant Monsieur Jan Pohlodek avec date effet 10/09/2014.

Pour extrait conforme

Munsbach.

Référence de publication: 2014156755/11.

(140177450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Milano Uno S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.393.424,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 151.417.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156758/10.

(140178033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Mexbrew S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 5, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 172.854.

—
EXTRAIT

La société a pris note de la démission du gérant Monsieur Jan Pohlodek avec date effet 10/09/2014.

Pour extrait conforme
Munsbach.

Référence de publication: 2014156756/11.

(140178052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Michelle Developments S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 137.765.

—
Veuillez prendre note que la société à responsabilité limitée Intertrust (Luxembourg) S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 103 123, avec siège social à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a dénoncé le siège social établi dans ses précédents locaux (L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte) de la société anonyme Michelle Developments S.A., R.C.S. Luxembourg B 137 765.

Luxembourg, le 8 octobre 2014.
Pour avis sincère et conforme
Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014156757/13.

(140177733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Milet Ditzingen Holdings S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 187.448.

—
- M. Bumhee Han, résident au 213, Naengcheon-dong, bâtiment DonUiMun Centreville Apt. #906, 120-500, Seodaemun-gu, Seoul, est nommé administrateur de la classe A de la société, en remplacement de l'administrateur démissionnaire, Mme. Lim Nahyun, avec effet au 1 September 2014.

- Le nouveau mandat de M. Bumhee Han prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020.

Luxembourg, le 24 September 2014.

Signatures
Un mandataire

Référence de publication: 2014156759/15.

(140177568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Milet Ditzingen InvestCO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 187.504.

—
Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 24 septembre 2014:

- Est nommé gérant de classe A de la société pour une période indéterminée, M. Bumhee Han, employé privé, resident au 213, Naengcheon-dong, bâtiment DonUiMun Centreville Apt. #906, 120-500, Seodaemun-gu, Seoul, en remplacement du gérant démissionnaire Mme. Lim Nahyun, avec effet au 1^{er} septembre 2014.

Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Signatures
Un mandataire

Référence de publication: 2014156760/15.

(140177567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Minhal France S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 62.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 154.766.

Il est à noter que:

- La dénomination du gérant A est Luxembourg Corporation Company S.A. et non pas Luxembourg Corporation S.A. comme indiquée jusqu'à présent;
- La dénomination du gérant B est Abdul Ghaffar Faisal et non pas Faisal Abdul Ghaffar comme indiquée jusqu'à présent

Luxembourg, le 07 octobre 2014.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2014156762/16.

(140177499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Mably Participations SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 176.682.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MABLY PARTICIPATIONS SA

Société Anonyme

Référence de publication: 2014156766/11.

(140177363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Mabu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 8, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 163.144.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014156767/10.

(140177994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Nabors Offshore Americas Sarl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 54.848,00.**

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 78.191.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 2 septembre 2014*L'associé unique de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société du 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 1^{er} octobre 2014.L'associé unique de la Société a décidé d'accepter la démission de Madame Inna HÖRNER de ses fonctions de gérante de catégorie B de la Société, avec effet au 1^{er} octobre 2014, et de nommer en qualité de nouveau gérant de catégorie B de la Société en remplacement de Madame Inna HÖRNER, Monsieur Tamas HORVATH, né le 5 novembre 1977 à Pecs III, Hongrie, et demeurant au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, et ce avec effet au 1^{er} octobre 2014 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014156812/17.

(140177827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Macadam 1818 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 176.382.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 22 septembre 2014

Les mandats d'administrateur de Messieurs Murad IKHTIAR et Pascal SCHITLZ venant à échéance, ils ne sont pas renouvelés.

Le mandat d'administrateur et d'administrateur délégué de Monsieur Alain LATCHIMY, administrateur de société, demeurant au 76, rue Roger Payet, F-97438 Sainte-Marie, La Réunion est renouvelé jusqu'à l'assemblée devant approuver les comptes annuels au 31 décembre 2014.

Le mandat de commissaire aux comptes de la société à responsabilité limitée ATWELL ayant son siège social au 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 169 787 est renouvelé jusqu'à l'assemblée devant approuver les comptes annuels au 31 décembre 2014.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 6 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156768/18.

(140178044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Macadam 1818 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 176.382.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014156769/10.

(140178141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Madurai S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 118.193.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014156770/9.

(140178065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Sandside Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 145.340.

—
Par décision du Conseil d'Administration tenu le 18 septembre 2014 au siège social de la société, il a été décidé:
- d'accepter la démission de Monsieur Riccardo Incani de sa fonction d'administrateur et président, avec effet immédiat;
- de coopter comme nouvel administrateur, avec effet immédiat, CL Management S.A., ayant son siège social 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.
- d'appeler à la fonction de Président du Conseil d'Administration Madame Manuela D'Amore, et de constater qu'elle est désormais demeurant professionnellement 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SANDSIDE INVESTISSEMENTS S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2014156929/17.

(140177947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Magistan Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5471 Wellenstein, 5, Albaach.

R.C.S. Luxembourg B 177.781.

Les comptes annuels du 31/05/2013 au 31/03/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014156772/11.

(140178178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Maintenance Tuyauteries Industrielles Lux, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 66, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 84.536.

Extrait du Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 06 octobre 2014

Première résolution

L'Assemblée après avoir délibérée décide à l'unanimité d'accepter la démission de Monsieur Anthony MORA de ses mandats d'Administrateur et d'Administrateur délégué, ce à effet immédiat.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité d'appeler à la fonction d'administrateur Monsieur ETTORE MORA, demeurant à F- 57270 RICHEMONT, 44A route de Boussange, et ce à compter du 06 octobre 2014 jusqu'à la l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité d'appeler à la fonction d'administrateur délégué, Monsieur ETTORE MORA, avec pouvoir d'engager la société dans tous les actes de gestion journalière, y compris dans toutes les opérations bancaires, à compter du 06 octobre 2014 et ce jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2019.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Le scrutateur

Référence de publication: 2014156773/22.

(140178056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Maison Renée Berens Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 78, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 59.751.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PROCOMPTA-LUX SARL

Signature

Référence de publication: 2014156774/11.

(140178136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Marengo Ventures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 123.661.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014156779/10.

(140177669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Mamola S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 161.045.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014156775/9.

(140178028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Mamola S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 161.045.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014156776/9.

(140178029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Masalux S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 142.733.

FIDUCIAIRE DU KIEM S.à r.l., en sa qualité de domiciliataire, dénonce avec effet immédiat la convention de domiciliation conclue avec la société anonyme MASALUX S.A., ayant son siège social au 24, rue des Genêts, L-1621 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 142733.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014156781/10.

(140177418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Northern Lights Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 167.661.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg au siège social extraordinairement en date du 22 septembre 2014 a pris les résolutions suivantes;

1. L'assemblée décide de transférer le siège social au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg;

2. L'assemblée prend acte de la démission de quatre administrateurs en la personne de:

- Monsieur Michaël ZIANVENI

- Monsieur Denis BREVER

- Monsieur Jean-Yves NICOLAS

- Monsieur Marc KOEUNE

Et nomme en leur remplacement:

- M. Paul LAMBERTS, né le 18.09.1965 à Tilburg/Pays-Bas et résidant au 169, rue des Romains in L-8041 à L-8041 Bertrange et

- M. Thierry LOGIER, né le 11.05.1956 à Tananarive, Madagascar et résidant au 65, rue Jean-François Boch, L-1244 Luxembourg.

Les deux nouveaux administrateurs sont affectés à la catégorie B.

Le nombre des administrateurs passe donc de cinq à trois.

3. L'assemblée renouvelle le mandat du réviseur d'entreprises agréé DELOITTE AUDIT SARL jusqu'à la tenue de l'assemblée générale annuelle de l'an 2015.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014156804/26.

(140178069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Mamola S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 161.045.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014156777/9.

(140178030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

MATOSYS (machines, tools, & systems) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4744 Pétange, 2-4, rue Jean-Pierre Kirchen.

R.C.S. Luxembourg B 67.686.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014156783/9.

(140177372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Medor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 109.119.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014156788/9.

(140177809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Mastignac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 85.186.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement à Bertrange le 16 septembre 2014

Il résulte dudit procès-verbal que Mr Gabriel JEAN a démissionné de sa fonction d'administrateur et administrateur-délégué avec effet immédiat.

Il résulte dudit procès-verbal que la société M INVEST S.A. a démissionné de sa fonction d'administrateur et que la société Marbledeal Luxembourg Sàrl a démissionné de sa fonction de Commissaire aux comptes avec effet immédiat.

Il résulte dudit procès-verbal que les sociétés suivantes ont été nommées comme nouveaux administrateurs:

- EUDIAL SCA, avec siège social 2, Am Hock, L-9991 WEISWAMPACH, R.C.S. Luxembourg B71032, dont le représentant permanent est Mr Didier Decoster, demeurant professionnellement au 2, Am Hock, L-9991 WEISWAMPACH,
- EUDIAL SERVICES S.àR.L., avec siège social 2, Am Hock, L-9991 WEISWAMPACH, R.C.S. Luxembourg B159457, dont le représentant permanent est Mr Didier Decoster, demeurant professionnellement au 2, Am Hock, L-9991 WEISWAMPACH.

Les mandats des nouveaux administrateurs expireront au terme de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2017.

Il résulte dudit procès-verbal que le mandat d'administrateur de la société S.A. VICTORIA BUSINESS, a été prolongé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2017.

Il résulte dudit procès-verbal que Madame Anne-Françoise MOUTSCHEN, comptable, née à Verviers (Belgique) le 19.07.1969, demeurant B-4141 Louveigné; 67 rue des Fawes, a été nommée comme commissaire aux comptes: Son mandat expirera au terme de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2017.

Bertrange, le 7 octobre 2014.

Pour MASTIGNAC S.A.

Référence de publication: 2014156782/27.

(140177634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Minacom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 162.924.

Les statuts coordonnés au 17/09/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 24/09/2014.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2014156793/12.

(140178049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

MTC Gas Transport Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.
R.C.S. Luxembourg B 141.203.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156798/10.

(140178019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

New World Gaming International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 60.120,00.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.
R.C.S. Luxembourg B 132.283.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156803/10.

(140178043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Northern Lights Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 167.661.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014156805/9.

(140178070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Ormylux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 61.141.851,00.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 161.495.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 10 juin 2014 à 10.30 heures au siège social

Rectificatif du dépôt L140098692 enregistré et déposé le 16/06/2014

A la place de:

Le mandat des gérants venant à échéance lors de la présente Assemblée, il a été décidé, à l'unanimité de:

2) de nommer pour une durée de un an:

La société la société PACBO EUROPE Administration et Conseil, 1, rue Joseph Hackin L-1746 Luxembourg, représentée par Monsieur Patrice CROCHET, 18, rue de Nassau L-2213 Luxembourg au poste de gérant.

Il y a lieu de lire:

Le mandat des gérants venant à échéance lors de la présente Assemblée, il a été décidé, à l'unanimité de:

2) de nommer pour une durée de un an:

La société la société PACBO EUROPE Administration et Conseil, 1, rue Joseph Hackin L-1746 Luxembourg, représentée par Monsieur Patrice CROCHET, 18, rue de Nassau L-2213 Luxembourg au poste de gérant B.

FIDUPAR

Signatures

Référence de publication: 2014156835/22.

(140177605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Naudin S.A. Spf, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 20, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 161.854.

Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg en date du 7 octobre 2014

Le Conseil d'Administration se réunit sous la présidence de la société Management S.à r.l.

Est également présente:

- La société Director S.à r.l.

Monsieur le Président constate que la majorité des Administrateurs étant présents ou représentés, l'ordre du jour peut être valablement discuté.

Ordre du jour

1. Transfert du siège social.

2. Divers.

Après discussion et délibération par les membres du Conseil d'Administration, les résolutions suivantes ont été prises, à l'unanimité des voix:

1. Il est décidé de transférer avec effet immédiat le siège social de la société du 16 rue de Nassau L-2213 Luxembourg vers le 20 avenue Pasteur L-2310 Luxembourg.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Management S.à r.l. / Director S.à r.l.

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014156801/23.

(140177481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

**Sarl Sweetlux, Société à responsabilité limitée,
(anc. La Fée Sucrée Sarl).**

Siège social: L-7595 Reckange, 7A, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 171.867.

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre septembre.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

Madame Marie MISTRAL, commerçante, née le 26 novembre 1973 à Marseille (France), demeurant à L-7595 Reckange, 7A;

Laquelle partie comparante, agissant en sa qualité de seul associé de la société à responsabilité limitée «LA FEE SUCREE SARL», avec siège social à L-2651 Luxembourg, 21, rue Saint Ulric, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 171.867, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 2 octobre 2012, publié au Mémorial C, numéro 2687 du 2 novembre 2012,

a requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé décide de transférer le siège social de Luxembourg à L-7595 Reckange, 7A, rue principale et de modifier l'article 2 alinéa 1 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2. (premier alinéa) Art. 2.** Le siège social de la société est établi à Reckange "

Deuxième résolution

L'associé décide par les présentes de changer la dénomination sociale de la société pour adopter la dénomination de SARL SWEETLUX et de modifier en conséquence l'article 1 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}.** La société à responsabilité limitée prend la dénomination de «SARL SWEETLUX».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée.

Frais.

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 700,- EUR.

Déclaration des comparants

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, représentée ès-qualités, connue du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Marie MISTRAL, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 24 septembre 2014. Relation: DIE/2014/11946. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur pd (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 6 octobre 2014.

Référence de publication: 2014153747/44.

(140175657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2014.

Northern Ontario Solar Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 22.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 175.172.

Les comptes annuels pour la période du 30 janvier 2013 (date de constitution) au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156806/11.

(140177985) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Northern Ontario Solar Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 22.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 175.171.

Les comptes annuels pour la période du 30 janvier 2013 (date de constitution) au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2014.

Référence de publication: 2014156808/11.

(140178236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

Fourteen Bramble S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 190.548.

STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the eleventh day of September.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Appears:

Alter Domus Luxembourg S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under number 136.477 and having a registered capital of EUR 31.752.500.

The founder is here represented by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, professionally residing at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The beforesaid proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party in the capacity of which it acts has requested the notary to draw up the following articles of incorporation (the "Articles") of a "société anonyme" which such party declares to incorporate.

Name - Purpose - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a "société anonyme", public company limited by shares (the "Company") governed by the Articles and by the current Luxembourg laws (the "Law"), in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 2. The Company's name is "Fourteen Bramble S.A.".

Art. 3. The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises and to acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company which belongs to the same group of companies than the Company any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of directors.

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

The Company may have offices and branches (whether or not within a permanent establishment), both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of directors should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of directors of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or the sole shareholder.

Capital - Shares

Art. 7. The Company's issued share capital is set at EUR 31,000 EURO (thirty one thousand Euro), represented by 31,000 (thirty one thousand) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each.

The amount of the issued share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

Art. 8. Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Art. 9. The shares are freely transferable.

The shares shall be in registered form only. A register of shareholders shall be kept by the Company and shall contain, at least, the precise identification of each shareholder, the number of his shares and, if applicable, their transfer and the date of transfer.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

Art. 10. The Company shall have power to redeem its own shares under the conditions stated in the Law.

Management - Supervision

Art. 11. The Company will be managed by a board of directors composed of at least three directors. However, when all the shares of the Company are held by a sole shareholder, the board of directors may be formed with a single director under the conditions stated in the Law. The director(s) need not be shareholders of the Company.

When a legal person is appointed as a member of the board of directors, such legal person shall inform the Company of the name of the individual that it has appointed to serve as its permanent representative in the exercise of its mandate of director of the Company.

The director(s) shall be appointed, and his/their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or of the sole shareholder (as the case may be). The remuneration of the director(s) can be modified by a resolution taken at the same majority conditions. The director(s) are reeligible.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any director.

In case of vacancy in the office of director by reason of death or resignation of a director or otherwise, the remaining directors may, by way of co-optation, elect another director to fill such vacancy until the next shareholders meeting in accordance with the Law.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may decide to appoint directors of two different classes, being class A director and class B director. Any such classification of directors shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the directors be identified with respect to the class they belong.

The term of the office of the director(s) which shall not exceed six years, is fixed by the general meeting of the shareholders or by the decision of the sole shareholder.

The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's purpose. All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of directors.

In dealing with third parties, the board of directors will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's purpose and provided the terms of these Articles shall have been complied with.

The day-to-day management of the business of the Company and the power to represent the Company with respect thereto may be delegated to one or more directors, officers, managers, and/or agents, who need not be shareholders of the Company.

The Company will be bound by the sole signature of its sole director in the case of a sole director, by the joint signature of two directors in the case of a board of directors, but in the event the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) has appointed different classes of directors (namely class A directors and class B directors) by the joint signature of one class A director and one class B director (including by way of representation). The board of directors may from time to time sub-delegate its/his powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or director(s) of the Company.

The board of directors will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 12. The board of directors shall appoint from among its members a chairman who in case of tie vote, shall not have a casting vote. The chairman shall preside at all meetings of the board of directors. In case of absence of the chairman, the board of directors shall be chaired by a director present and appointed for that purpose. The board of directors may also appoint a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors or for other matters as may be specified by the board of directors.

The board of directors shall meet when convened by one director.

Notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Convening notices can be given to each director by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram or telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each director.

The meeting will be duly held without prior notice if all the directors are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of directors by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another director as his proxy.

A director may represent more than one director.

Any meeting of the board of directors shall take place in the Grand-Duchy of Luxembourg and shall require at least the presence of at least the majority of the directors, either present in person or by representative, which shall form a quorum.

According to article 64bis (3) of the Law, the directors may participate in a meeting of the board of directors by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing for their identification.

Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the directors.

Decisions of the board of directors are taken by the majority of directors participating to the meeting or duly represented thereto.

The deliberations of the board of directors shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or, if applicable, by his substitute, or by two directors present at the meeting. The proxies will remain attached to the board minutes. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or two directors.

In case of emergency, a resolution in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as a resolution passed at a meeting of the board of directors.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

When the board of directors is composed of a single director, resolutions are taken by the single director at such time and place determined upon its sole discretion and shall be recorded in a written document signed by it.

Art. 13. Any director does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company he is only responsible for the execution of his mandate.

General meetings of shareholder(s)

Art. 14. In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken by a general meeting of the shareholders. One general meeting shall be held annually at the registered office of the Company on the second Thursday of June at 2 p.m. If such a day is a public holiday, the general meeting shall be held the following business day at the same time. Other general meetings of shareholders shall be held in the place, on the day and at the time specified in the notice of the meeting.

Art. 15. General meetings of shareholders or the sole shareholder are convened by the board of directors, failing which by shareholders representing one tenth or more of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent by registered letters to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent by registered letter at least 21 (twenty-one) days prior to the date of the meeting.

All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be shareholder.

The directors may attend and speak in general meetings of shareholders.

General meetings of shareholders deliberate at the quorum and majority vote determined by the Law.

Minutes shall be signed by the bureau of the meeting and by the shareholders who request to do so.
A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Financial year - Balance sheet

Art. 16. The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st.

Art. 17. Each year, with effect as of December 31st, the board of directors will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the director(s) and statutory auditor(s) towards the Company, if any.

At the same time the board of directors will prepare a profit and loss account which will be transmitted, at least one month before the date of the annual general meeting of shareholders together with a report on the operations of the Company, to the statutory auditors that shall draft a report.

Art. 18. 15 (fifteen) days before the annual general meeting of shareholders, each shareholder may inspect at the head office the balance sheet, the profit and loss account, the report of the statutory auditors and any document in accordance with Article 73 of the Law.

Supervision of the company

Art. 19. The supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), who may not be shareholder(s). Each statutory auditor shall be appointed for a period not exceeding six years by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder, which may remove them at any time.

The term of the office of the statutory auditor(s) and his/their remuneration, if any, are fixed by the general meeting of the shareholders or by the sole shareholder. At the end of this period, the statutory auditor(s) may be renewed in his/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or by the sole shareholder.

Where the thresholds of Article 35 of the law dated December 19, 2002 on the commercial and companies register and on the accounting records and annual accounts of undertakings, as amended are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditor (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder amongst the members of the "Institut des réviseurs d'entreprises".

Dividend - Reserves

Art. 20. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital, as decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth.

The general meeting of shareholders, at the majority vote determined by the Law, or the sole shareholder, may decide that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Interim dividend

Art. 21. The board of directors may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, in accordance with the Law.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. The general meeting of shareholders under the conditions required for amendment of the Articles may resolve the dissolution of the Company.

Art. 23. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Applicable law

Art. 24. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory measures

- 1) The first financial year shall begin today and end on December 31, 2014.
- 2) The first annually general meeting will be held in 2015.

Payment - Contributions

- 31,000 (thirty one thousand) shares have been subscribed by Alter Domus Luxembourg S.à r.l., named above, and fully paid up in cash, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the Law of 10 August 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about one thousand five hundred Euros (1.500.- EUR).

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital, held a general meeting of shareholders, and acknowledging being validly convened, passed the following resolutions:

- 1) The number of directors is set at three and that of the statutory auditor (commissaire aux comptes) at one.
- 2) Are appointed as directors:

- Mrs Yannick Poos, private employee, born on 19th April 1968 in Libramont, Belgium, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

- Mr Christophe Davezac, private employee, born on 14th February 1964 in Cahors, France, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

- Mr. José Correia, private employee, born on 4th October 1971 in Palmeira-Braga, Portugal, with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

In accordance with article 11 of its articles of association, the Company shall be bound by the joint signature of two directors.

The directors shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders which will be held in June 2015.

- 3) Is elected as statutory auditor (commissaire aux comptes):

Alter Domus Luxembourg S.à r.l., a company having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

The statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders which will be held in June 2015.

- 4) The Company shall have its registered office at 5, rue Guillaume Kroll- L-1882 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing persons, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le onzième du mois de septembre,

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence demeurant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Comparaît:

Alter Domus Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 136.477 et ayant un capital souscrit de EUR 31.752.500.

Le fondateur ici représenté par Monsieur Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

La partie comparante, en qualité par laquelle elle agit, a requis du notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts (les «Statuts») comme suit:

Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société anonyme (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur (la «Loi»), notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 2. La dénomination de la Société sera «Fourteen Bramble S.A.».

Art. 3. L'objet de la Société est de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la société le jugera utile, et de manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que la société jurera adapté et en particulier pour les actions ou titres de toute société les acquérant; de conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres et d'octroyer à toute société holding, filiale ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la société ou toute société participant au même groupe de sociétés, tout concours, prêts, avances ou garanties; d'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs pré décrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans la commune de la ville de Luxembourg par décision du conseil d'administration.

Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert provisoire du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par le conseil d'administration.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des actionnaires ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées des actionnaires ou de l'actionnaire unique.

Capital social - Actions

Art. 7. Le capital social est fixé à EUR 31,000 (trente et un mille Euro), représenté par 31,000 (trente et un mille Euro) actions d'une valeur nominale de EUR 1 (un Euro) chacune.

Le montant du capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou par décision de l'actionnaire unique (selon le cas) prise dans les formes requises pour la modification des Statuts.

Art. 8. Chaque action confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions et chaque actionnaire a un nombre de droit de vote proportionnel aux nombres d'actions qu'il détient.

Art. 9. Les actions sont librement cessibles.

Les actions auront la forme d'actions nominatives uniquement. Un registre des actionnaires sera tenu par la Société et mentionnera, au moins, l'identification précise de chaque actionnaire, le nombre d'actions qu'il détient et, le cas échéant, leur transfert et la date de ce transfert.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Art. 10. La Société est autorisée à racheter ses propres actions sous les conditions requises par la Loi.

Administration

Art. 11. La Société est gérée par un conseil d'administration composé d'au moins trois administrateurs. Toutefois, lorsque toutes les actions sont détenues par un actionnaire unique, le conseil d'administration peut être composé d'un

seul administrateur dans les conditions prévues par la Loi. L'/Les administrateur(s) ne doit/doivent pas être obligatoirement actionnaire(s) de la Société.

L'assemblée générale des actionnaires pourra décider de nommer des administrateurs de deux classes différentes, les administrateurs de classe A et les administrateurs de classe B. Une telle classification des administrateurs devra être dûment enregistrée avec le procès-verbal de l'assemblée concernée et les administrateurs devront être identifiés en ce qui concerne la classe à laquelle ils appartiennent. Lorsqu'une personne morale est nommée en tant que membre du conseil d'administration, elle devra informer la Société du nom de la personne physique qu'elle a nommé pour agir en tant que son représentant permanent dans l'exercice de son mandat d'administrateur de la Société.

L'/Les administrateur(s) est/sont nommé(s) et sa/leur rémunération est fixée par résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas) prise à la majorité simple des voix. La rémunération de(s) l'administrateur(s) peut être modifiée par résolution prise dans les mêmes conditions de majorité. L'/Les administrateur(s) est/sont rééligible(s).

L'/Les administrateur(s) peut/peuvent être révoqué(s) et remplacé(s) à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique (selon le cas).

En cas de vacance d'un poste d'administrateur en raison du décès ou de la démission d'un administrateur ou pour toute autre raison, les autres administrateurs peuvent, par voie de cooptation, élire un nouvel administrateur pour pourvoir à cette vacance jusqu'à l'assemblée générale suivante selon les dispositions de la Loi.

La durée du mandat de(s) l'administrateur(s) qui n'excédera pas 6 années, est fixée par l'assemblée générale des actionnaires ou par décision de l'actionnaire unique.

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles pour l'accomplissement de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des actionnaires ou à l'actionnaire unique (selon le cas) par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil d'administration.

Vis-à-vis des tiers, le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et de réaliser et approuver tous actes et opérations en relation avec l'objet social et dans la mesure où les termes de ces Statuts auront été respectés.

La gestion journalière des affaires de la Société et le pouvoir de représenter la Société dans ce cadre peut être déléguée à un ou plusieurs directeurs, administrateurs, qui peut / peuvent ne pas être actionnaires de la Société.

La Société sera engagée par la signature individuelle de son administrateur unique dans le cas où un seul administrateur a été nommé, par la signature conjointe de deux membres du conseil d'administration, étant entendu que si l'assemblée générale des actionnaires ou l'actionnaire unique (selon le cas) a nommé différentes classes d'administrateurs (à savoir des administrateurs de classe A et des administrateurs de classe B), la Société sera valablement engagée par la signature conjointe d'un administrateur de classe A et d'un administrateur de classe B (y inclus par voie de représentation). L'administrateur unique ou le conseil d'administration peut, de temps en temps, subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc qui ne doivent pas être nécessairement actionnaires ou administrateurs de la Société.

Le conseil d'administration détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ces agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 12. Le conseil d'administration désignera parmi ses membres un président qui, en cas d'égalité des voix, n'aura pas voix prépondérante. Le président présidera à toutes les réunions du conseil d'administration. En cas d'absence du président, le conseil d'administration sera présidé par un administrateur présent et nommé à cet effet. Le conseil d'administration peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement administrateur, qui sera responsable de la conservation des procès verbaux des réunions du conseil d'administration ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunira suite à la convocation faite par un administrateur.

Pour chaque conseil d'administration, des convocations devront être établies et envoyées à chaque administrateur au moins 2 (deux) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès verbal de la réunion du conseil d'administration.

Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des affaires à traiter.

Les convocations peuvent être faites aux administrateurs oralement, par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque administrateur peut renoncer à cette convocation par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Les réunions du conseil d'administration se tiendront valablement sans convocation si tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil d'administration tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil d'administration.

Chaque administrateur peut prendre part aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex ou moyens électroniques un autre administrateur pour le représenter.

Un administrateur peut représenter plusieurs autres administrateurs.

Les réunions du conseil d'administration se tiendront au Grand-Duché de Luxembourg et requerront la présence de la majorité aux moins des administrateurs en personne ou représentés, laquelle sera constitutive du quorum.

Conformément à l'article 64bis (3) de la Loi, les administrateurs peuvent assister à une réunion du conseil d'administration par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant leur identification.

Une telle participation à une réunion du conseil d'administration est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Les décisions du conseil d'administration sont adoptées à la majorité des voix des administrateurs participant à la réunion ou qui y sont valablement représentés.

Cependant, au cas où l'assemblée générale des actionnaires aurait nommé différentes classes d'administrateurs (à savoir des administrateurs de classe A et des administrateurs de classe B), toute résolution du conseil d'administration ne pourra être valablement prise que si elle est approuvée par la majorité des administrateurs, y inclus au moins un administrateur de classe A et un administrateur de classe B (qui pourra être représenté).

Les délibérations du conseil d'administration sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président ou, si cela est applicable, par son remplaçant ou par deux directeurs présents à l'assemblée. Les procurations resteront annexées au procès-verbal. Toute copie ou extrait de ce procès-verbal sera signé par le président ou deux directeurs.

En cas d'urgence, une résolution écrite approuvée et signée par tous les administrateurs auront le même effet qu'une résolution prise lors d'une réunion du conseil d'administration.

Dans un tel cas, les résolutions écrites peuvent soit être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire fax, câble, télégramme, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un directeur unique, les décisions sont prises par le directeur unique, aux moments et lieux qu'il déterminera, par résolutions écrites qu'il signera.

Art. 13. Un administrateur ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Assemblées générales des actionnaires

Art. 14. En cas de pluralité d'actionnaires, les décisions des actionnaires sont prises en assemblée générale des actionnaires. Une assemblée générale annuelle est tenue au siège de la Société le deuxième jeudi du mois de juin à 14 heures. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale des actionnaires se tiendra le jour ouvrable suivant à la même heure. Toute autre assemblée générale des actionnaires se tient au lieu, à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

Art. 15. Les assemblées générales des actionnaires ou de l'actionnaire unique sont convoquées par le conseil d'administration ou, à défaut, par des actionnaires représentant plus du dixième du capital social de la Société.

Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque actionnaire au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 21 (vingt et un) jours par courrier recommandé avant la date de l'assemblée.

Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un tiers qui ne doit pas être nécessairement actionnaire.

Les administrateurs peuvent assister et prendre la parole aux assemblées générales des actionnaires.

Les assemblées générales des actionnaires délibèrent aux conditions de quorum et de majorité requises par la Loi.

Les procès-verbaux des assemblées sont signés par le bureau de l'assemblée et par les actionnaires qui en font la demande.

L'actionnaire unique exerce seul les pouvoirs dévolus par la Loi à l'assemblée des actionnaires.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 16. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 17. Chaque année, avec effet au 31 décembre, le conseil d'administration établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les engagements et les dettes des administrateurs et du/des commissaire(s) envers la Société.

Dans le même temps, le conseil d'administration préparera un compte de profits et pertes qui sera transmis au moins un mois avant l'assemblée générale annuelle des actionnaires ou de l'actionnaire unique avec un rapport sur les opérations de la Société, aux commissaires, qui feront un rapport.

Art. 18. 15 (quinze) jours avant l'assemblée générale annuelle des actionnaires, tout actionnaire peut prendre connaissance au siège social de la Société du bilan, du compte de profits et pertes, du rapport des commissaires et de tout document mentionné dans l'article 73 de la Loi.

Surveillance de la société

Art. 19. La surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, qui ne doit/doivent pas être nécessairement actionnaire(s). Chaque commissaire sera nommé pour une période n'excédant pas six ans par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique, qui peut les révoquer à tout moment.

La durée du mandat du/des commissaire(s) et sa/leur rémunération éventuelle sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique. A l'expiration de cette période, le mandat du/des commissaire(s) pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonctions par une nouvelle décision de l'assemblée générale des actionnaires ou de l'actionnaire unique.

Lorsque les seuils de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre de commerce et des sociétés et sur la comptabilité et comptes annuels des entreprises seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Dividendes - Réserves

Art. 20. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social tel qu'augmenté ou réduit le cas échéant, mais devront être repris si la réserve légale devient inférieure à ce montant.

L'assemblée générale des actionnaires, à la majorité prévue par la Loi ou l'actionnaire unique, peut décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera distribué entre les actionnaires au titre de dividendes au prorata de leur participation dans le capital social de la Société ou reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Dividendes intérimaires

Art. 21. Le conseil d'administration de la Société peut décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social dans les conditions prévues dans la Loi.

Dissolution - Liquidation

Art. 22. L'assemblée générale des actionnaires peut décider de la dissolution de la Société dans les conditions requises pour la modification des statuts.

Art. 23. La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des actionnaires ou par l'actionnaire unique qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux actionnaires au prorata de leur participation dans le capital social de la Société.

Loi applicable

Art. 24. Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents Statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commencera ce jour pour finir le 31 décembre 2014.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2015.

Libération - Apports

- 31,000 (trente et un mille) actions ont été souscrites par Alter Domus Luxembourg S.à r.l., pré désignée, et entièrement libérées par apport en numéraire, preuve en ayant été donnée au notaire.

157509

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'Article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et déclare expressément qu'elles sont remplies.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cents Euros (1.500.- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, a tenu une assemblée générale d'actionnaires et, reconnaissant avoir été valablement convoqué, a pris les résolutions suivantes:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2) Sont nommés administrateurs:

- Madame Yannick Poos, employée privée, née le 19 avril 1968 à Libramont, Belgique, dont l'adresse professionnelle est au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

- Monsieur Christophe Davezac, employé privé, né le 14 février 1964 à Cahors, France, dont l'adresse professionnelle est au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

- Monsieur José Correia, employé privé, né le 4 octobre 1971 à Palmeira-Braga, Portugal, dont l'adresse professionnelle est au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

Conformément à l'article 11 de ses statuts, la Société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs.

Les administrateurs sont nommés pour une durée expirant le jour de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en juin 2015.

3) Alter Domus Luxembourg S.à r.l., ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, est nommée comme commissaire aux comptes.

Le commissaire aux comptes est nommé pour une durée expirant le jour de l'assemblée annuelle des actionnaires qui se tiendra en juin 2015.

4) Le siège social de la Société est établi au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête des personnes comparantes les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française. A la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 septembre 2014. Relation: LAC/2014/43655. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Référence de publication: 2014150801/519.

(140172830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

LSREF3 Octopus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.834.750,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 182.247.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth day of September,

Before Us Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

LSREF3 Octopus Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 5,232,375.- and

registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) (the RCS) under number B 182248 (the Shareholder),

hereby represented by Mr. Gianpiero Saggi, employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney, given in Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg on 23 September 2014,

which proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Shareholder, represented as stated above, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary to act that it represents the entire share capital of LSREF3 Octopus Investments S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), having its registered office at Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital EUR 5,264,750.-, registered with the RCS under number B 182247 and incorporated under the initial name of LSREF3 Lux Investments V S.à r.l. pursuant to a deed of the undersigned notary dated 29 November 2013, published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* (the “*Mémorial*”) dated 16 January 2014 number 141, which articles of incorporation have been amended for the last time on 26 June 2014 by a deed of the undersigned notary, not yet published in the *Mémorial* (the “*Company*”).

The appearing party, through its proxyholder, declared and requested the undersigned notary to state that:

A. The entire issued share capital represented by 42,118 (forty-two thousand one hundred eighteen) shares is held by the Shareholder.

B. The Shareholder is represented by proxy so that all shares in issue in the Company are represented at this extraordinary decision of the Shareholder so that the decisions can be validly taken on all the items of the below agenda.

C. The agenda of the meeting is as follows:

Agenda

1. (a) Decrease of the share capital of the Company by an amount of EUR 430,000.- (four hundred thirty thousand euro) so as to reduce it from its current amount of EUR 5,264,750.- (five million two hundred sixty-four thousand seven hundred fifty euro) to an amount of EUR 4,834,750.- (four million eight hundred thirty-four thousand seven hundred fifty euro) by way of the cancellation of 3,440 (three thousand four hundred forty) ordinary shares (the Cancelled Shares), having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each, representing an aggregate nominal value of EUR 430,000.- (four hundred thirty thousand euro), and as a result thereof (b) reimbursement to the Shareholder of an aggregate amount of EUR 430,000.- (four hundred thirty thousand euro).

2. As a consequence, amendment of the first paragraph of article 6 of the Company’s articles of association as follows to reflect the share capital decrease proposed above:

“ **Art. 6. Subscribed capital.** The Company’s subscribed share capital is fixed at EUR 4,834,750.- (four million eight hundred thirty-four thousand seven hundred fifty euro), represented by 38,678 (thirty-eight thousand six hundred seventy-eight) ordinary shares having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each.”

3. Amendment of the share register of the Company in order to reflect the changes proposed above with power and authority to any manager of the Company and/or any employee of the Shareholder, to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company (i) to the registration of the Cancelled Shares in the share register of the Company and (ii) to the performance of any formalities in connection therewith.

This having been declared, the Shareholder, represented as stated above, then asked the undersigned notary to record its resolutions as follows:

First resolution

The Shareholder resolves to:

(a) decrease the share capital of the Company by an amount of EUR 430,000.- (four hundred thirty thousand euro) to reduce it from its current amount of EUR 5,264,750.- (five million two hundred sixty-four thousand seven hundred fifty euro) represented by 42,118 (forty-two thousand one hundred eighteen) ordinary shares, having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each, to an amount of EUR 4,834,750.- (four million eight hundred thirty-four thousand seven hundred fifty euro), represented by 38,678 (thirty-eight thousand six hundred seventy-eight) ordinary shares, having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each, by way of the cancellation of 3,440 (three thousand four hundred forty) ordinary shares, having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each, representing an aggregate nominal value EUR 430,000.- (four hundred thirty thousand euro), and as a result thereof,

(b) reimburse to the Shareholder an aggregate amount of EUR 430,000.- (four hundred thirty thousand euro).

As a consequence of the above-resolved share capital decrease, the Shareholder now holds 38,678 (thirty-eight thousand six hundred seventy-eight) ordinary shares of the Company.

Second resolution

As a consequence of the first resolution, the Shareholder resolves to amend the first paragraph of article 6 of the Company’s articles of association, which English version shall be henceforth reworded as follows:

“ **Art. 6. Subscribed capital.** The Company’s subscribed share capital is fixed at EUR 4,834,750.- (four million eight hundred thirty-four thousand seven hundred fifty euro), represented by 38,678 (thirty-eight thousand six hundred seventy-eight) ordinary shares having a nominal value of EUR 125.- (one hundred twenty-five euro) each.”

Third resolution

The Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the changes resolved above and hereby empower and authorise any manager of the Company and/or any employee of the Shareholder, to proceed, under his/her sole signature, on behalf of the Company (i) to the registration of the Cancelled Shares in the share register of the Company and (ii) to the performance of any formalities in connection therewith.

Nothing else being on the agenda, the meeting is closed.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated above.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party the present deed is worded in English, followed by a French translation. At the request of the appearing party and in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read and translated to the proxyholder of the appearing party, said person appearing signed with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le vingt-quatre septembre,

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg

A COMPARU:

LSREF3 Octopus Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social à l’Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, ayant un capital social de EUR 5.232.375,-et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le RCS) sous le numéro B 182248 (l’Associé),

ici représentée par M. Gianpiero Saggi, employé, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée à Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, le 23 septembre 2014,

Ladite procuration, après signature ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l’enregistrement.

L’Associé, représenté comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de prendre acte de ce qu’il représente la totalité du capital social de LSREF3 Octopus Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à l’Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, au capital social de EUR 5.264.750, immatriculée auprès du RCS sous le numéro B 182247, et constituée sous le nom initial de LSREF3 Lux Investments V S.à r.l. selon un acte du notaire instrumentaire, daté du 29 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 16 janvier 2014, numéro 141, lesquels statuts ont été modifiés pour la dernière fois en date du 26 juin 2014 par un acte du notaire instrumentaire, non encore publié au Mémorial (la Société).

La partie comparante, par son mandataire, a déclaré et requis le notaire d’acter ce qui suit:

A. La totalité du capital social, représentée par 42.118 (quarante-deux mille cent dix-huit) parts sociales, est détenu par l’Associé.

B. L’Associé est représenté en vertu d’une procuration de sorte que toutes les parts sociales émises par la Société sont représentées à cette décision extraordinaire de l’Associé et toutes les décisions peuvent être valablement prises sur tous les points de l’ordre du jour ci-après.

C. L’ordre du jour est le suivant:

Ordre du jour

1. (a) Réduction du capital social de la Société par un montant de EUR 430.000,- (quatre cent trente mille euros) afin de le réduire de son montant actuel de EUR 5.264.750,- (cinq millions deux cent soixante-quatre mille sept cent cinquante euros) à un montant de EUR 4.834.750,- (quatre millions huit cent trente-quatre mille sept cent cinquante euros), par voie d’annulation de 3.440 (trois mille quatre cent quarante) parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Annulées), ayant une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune, représentant une valeur nominale globale de EUR 430.000,- (quatre cent trente mille euros), et ainsi (b) remboursement à l’Associé d’un montant total de EUR 430.000,- (quatre cent trente mille euros);

2. En conséquence, modification du premier paragraphe de l’article 6 des statuts de la Société comme suit afin de refléter l’augmentation de capital proposée ci-dessus:

« **Art. 6. Capital Social Souscrit.** Le capital social est fixé à EUR 4.834.750,- (quatre millions huit cent trente-quatre mille sept cent cinquante euros) représenté par 38.678 (trente-huit mille six cent soixante-dix-huit) parts sociales ordinaires d’une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune.»

3. Modification du registre de parts sociales de la Société de façon à refléter les changements proposés ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société et/ou tout employé de l'Associé, afin d'effectuer, par sa seule signature, pour le compte de la Société, (i) l'inscription des Parts Sociales Annulées dans le registre de parts sociales de la Société et (ii) la réalisation de toute formalité en relation avec ce point.

Ceci ayant été déclaré, l'Associé représenté comme indiqué ci avant, a requis le notaire soussigné de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé décide de:

(a) réduire le capital social de la Société, par un montant de EUR 430.000,- (quatre cent trente mille euros) afin de le réduire de son montant actuel de EUR 5.264.750,- (cinq millions deux cent soixante-quatre mille sept cent cinquante euros), représenté par 42.118 (quarante-deux mille cent dix-huit) parts sociales ordinaires, ayant une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune, à un montant de EUR 4.834.750,- (quatre millions huit cent trente-quatre mille sept cent cinquante euros) représenté par 38.678 (trente-huit mille six cent soixante-dix-huit) parts sociales ordinaires, ayant une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune, par voie d'annulation de 3.440 (trois mille quatre cent quarante) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune, représentant une valeur nominale globale de EUR 430.000,- (quatre cent trente mille euros), et ainsi,

(b) rembourser à l'Associé un montant global de EUR 430.000,- (quatre cent trente mille euros).

Suite à la réduction de capital décidée ci-dessus, l'Associé détient maintenant 38.678 (trente-huit mille six cent soixante-dix-huit) parts sociales ordinaires de la Société.

Deuxième résolution

Suite à la première résolution, l'Associé décide de modifier le premier paragraphe de l'article 6 des statuts de la Société, dont la version française aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6. Capital Social Souscrit.** Le capital social est fixé à EUR 4.834.750,- (quatre millions huit cent trente-quatre mille sept cent cinquante euros) représenté par 38.678 (trente-huit mille six cent soixante-dix-huit) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de EUR 125,- (cent vingt-cinq euros) chacune.»

Troisième résolution

L'Associé décide de modifier le registre de parts sociales de la Société afin de refléter les changements effectués ci-dessus et mandate et autorise par la présente tout gérant de la Société et/ou tout employé de l'Associé, afin d'effectuer, par sa seule signature, pour le compte de la Société, (i) l'inscription des Parts Sociales Annulées dans le registre de parts sociales de la Société ainsi que (ii) la réalisation de toute formalité en relation avec ce point dans le registre de parts sociales de la Société.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée est clôturée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête de la partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 25 septembre 2014. LAC/2014/44534. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Référence de publication: 2014151020/168.

(140172719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Orga+ S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 278, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 129.620.

L'an deux mille quatorze, le dix-sept septembre,

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

Monsieur Jacques Joseph MEYERS, courtier en assurances en retraite, né à Arlon (Belgique), le 31 juillet 1949, demeurant à B-6700 Arlon, 14/20, avenue Jean-Baptiste Nothomb,

ici représenté par Monsieur Jean-Pierre BERCKMANS, employé privé, résidant professionnellement à L-1463 Luxembourg, 229, rue du Fort Elizabeth,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Arlon, le 16 septembre 2014.

Le comparant, représenté comme indiqué ci-avant, est l'associé unique (l'«Associé Unique») de la société à responsabilité limitée «ORGA+ S.à r.l.», ayant son siège social à L-8399 Windhof (Koerich), 2, rue d'Arlon, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 129.620, constituée suivant acte notarié en date du 22 juin 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1811 du 27 août 2007 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 23 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 522 du 26 février 2014.

Le comparant, représentant la totalité du capital social, délibère selon l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

Décision de transférer le siège social de la société à sa nouvelle adresse sise à L-1471 Luxembourg, 278, route d'Esch. L'Associé Unique a requis le notaire soussigné de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de la Société de L-8399 Windhof (Koerich), 2, rue d'Arlon vers L-1471 Luxembourg, 278, route d'Esch, avec effet immédiat.

Deuxième résolution:

Suite à la première résolution, l'Associé Unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société, pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. (premier paragraphe).** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-P. BERCKMANS et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 septembre 2014. LAC / 2014 / 43281. Reçu soixante quinze euros € 75,-.

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Référence de publication: 2014151108/41.

(140172228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Numo Investment, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 89e, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 190.547.

*Extract of the memorandum of association in the form of a private deed for the Luxembourg limited partnership Numo Investment
Registered office: Luxembourg, L-8308 Capellen, 89e, Parc d'Activités*

1. A société en commandite special was formed (hereafter the company) on 25/09/2014.

2. The name of the company is "NUMO INVESTMENT".

3. Designation of the General Partner: The company SHAREX Sàrl, incorporated on 02/02/2012 in Luxembourg, with registered office at 89E, Rue Pafebruch, L-8308 Capellen, registration with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B166882.

4. The object of the company is to acquire participating interests in any form whatsoever in Luxembourg or foreign companies, to acquire any kind of transferable securities via purchases, subscriptions or any other means as well as to dispose thereof via sales, exchanges or any other means, to manage and develop its portfolio and to acquire, sell and develop patents and licences associated thereto.

The company may lend and borrow with or without collateral. It may take part in the creation and/or development of other companies and lend them its support. Generally speaking, it may undertake any inspection, supervision and documentation measures and carry out any transaction that it may deem useful for the accomplishment and development of its object.

5. The registered office of the company is established in Mamer/Capellen at the following address: 89e, Parc d'activités - L-8308 Capellen

6. The company is formed for an unlimited duration.

7. The company is managed by the General Partner

On 25/09/2014, the following party has been appointed as director for an indefinite period:

The General Partner, the company SHAREX Sàrl, incorporated on 02/02/2012 in Luxembourg, with registered office at 89E, Rue Pafebruch, L-8308 Capellen, registration with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B166882.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

Extrait des statuts de la société en commandite spéciale Numo Investment Siège social: Luxembourg, L-8308 Capellen, 89e, Parc d'Activités

1. Il a été constitué en date du 25/09/2014 une société en commandite spéciale.

2. La dénomination de la société est "NUMO INVESTMENT".

3. Désignation de l'associé commandité: la société SHAREX Sàrl, constituée le 02/02/2012 à Luxembourg, avec siège social au 89E, Rue Pafebruch, L-8308 Capellen, inscrite auprès du Registre de Commerce de Genève sous le numéro B166882.

4. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion et la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession, la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter et emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et ou développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

5. Le siège social de la société est établi à Mamer/Capellen, à l'adresse suivante:

89e, Parc d'activités - L-8308 Capellen

6. La société a été constituée pour une durée indéterminée.

7. La société est gérée par l'associé commandité.

En date du 25/09/2014, est nommé gérant pour une durée indéterminée:

L'associé commandité, la société SHAREX Sàrl, constituée le 02/02/2012 à Luxembourg, avec siège social au 89E, Rue Pafebruch, L-8308 Capellen, inscrite auprès du Registre de Commerce de Genève sous le numéro B166882.

Référence de publication: 2014151102/53.

(140172827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Luxembourg Electrical Development, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulles.

R.C.S. Luxembourg B 190.545.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, Le vingt-cinq septembre.

Par devant Maître Marc LOESCH, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. NUTS S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro B161302,

ici représentée par Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

spécialement mandaté à cet effet par procuration sous seing privé donnée en date du 12 septembre 2014,

2. Monsieur Robin BURNET, entrepreneur, né le 11 juin 1971 à Asnières-sur-Seine, France, demeurant au 89, rue du Marolet, F-95430 Auvers-sur-Oise,

ici représentée par Monsieur Philippe PONSARD, prénommé,

spécialement mandaté à cet effet par procuration sous seing privé donnée en date du 12 septembre 2014.

Les prédites procurations, paraphées "ne varietur" par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de «LUXEMBOURG ELECTRICAL DEVELOPMENT».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

La société a également pour objet le commerce de produits d'éclairage LED et de tous autres biens ainsi que toutes autres activités y afférentes.

En général, la Société peut effectuer toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, lesquelles se rapportent directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou qui peuvent en favoriser l'accomplissement.

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) représenté par 2.500 (deux mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 5 (cinq euros) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés que dans les termes prévus par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

En cas de gérant unique, la société se trouve engagée par la signature du gérant unique.

En cas de pluralité de gérants, la société sera engagée par la signature conjointe de deux gérants dont obligatoirement la signature de celui qui aura reçu l'autorisation de commerce.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le trente et un décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2014.

Souscription et paiement

Les 2.500 (deux mille cinq cents) parts sociales ont été souscrites comme suit par:

Souscripteurs	Nombre de parts sociales	Montant souscrit et libéré en EUR
1. NUTS S.à r.l., prédésignée	2.375	11.875
2. Robin BURNET, prénommé	125	625
TOTAUX	2.500	12.500

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi sur les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ EUR 1.200 (mille deux cents euros).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les comparants, représentés comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Est appelé aux fonctions de gérant unique de la société avec les pouvoirs définis à l'article 11 des statuts:

Monsieur Gilbert DIAZ, administrateur de sociétés, né le 14 juin 1960 à Oullins, France, demeurant au 148, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg.

Le gérant unique pourra nommer des agents, fixer leurs pouvoirs et attributions et les révoquer.

Le mandat du gérant est établi pour une durée illimitée.

Deuxième résolution

Le siège social de la société est fixé au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: P. Ponsard, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 30 septembre 2014. REM/2014/2124. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 30 septembre 2014.

Référence de publication: 2014151025/124.

(140172761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Nabors Lion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 112.249.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 2 septembre 2014

L'associé unique de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société du 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 1^{er} octobre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014156810/12.

(140177808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2014.

NREP Transactions Holding 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 134.153.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth day of September.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

“Cheyne Special Situations Fund LP”, a limited partnership validly existing under the laws of the Cayman Islands (Certificate of registration CR-13999), having its address at 94 Solaris Avenue, Camana Bay, P.O. Box 1348, Grand Cayman KY1-1108, Cayman Islands,

here represented by Me Oliver MALLWITZ, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal and received on 8 September 2014.

Said proxy after signature ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the undersigned notary to state that:

- The company “NREP Transactions Holding 6 S.à r.l.”, a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under the number B 134153, has been incorporated pursuant to a deed of Maître Jacques Delvaux, notary residing in Luxembourg, dated 30 October 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 36, on 8 January 2008 (hereafter referred to as the “Company”).

- The Company’s capital is currently set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by one hundred (100) shares of a par value of one hundred twenty five euro (EUR 125.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

- The appearing party is the owner of all the shares of the Company.

- The appearing party as sole shareholder resolves to dissolve the Company with immediate effect and to act as liquidator of the Company.

- The appearing party declares that it has full knowledge of the articles of incorporation of the Company and that it approves the financial situation of the Company for the period from 1 January 2014 to 13 August 2014.

- The appearing party, as liquidator of the Company, declares that the activity of the Company has ceased, that the known liabilities of the Company have been settled or fully provided for, that it is, as sole shareholder of the Company, vested with all the assets of the Company and hereby expressly declares that it will take over and assume all liabilities of the Company (including tax liabilities), any known but unpaid liabilities and in particular any hidden and unknown liabilities at the present time; consequently the liquidation of the Company is deemed to have been carried out and closed.

- The sole shareholder hereby grants full discharge to the current managers of the Company for their mandates as managers of the Company up to this date.

- The books, documents and records of the dissolved Company shall be kept for five years at the registered office of the Company.

Upon these facts the notary stated that the company NREP Transactions Holding 6 S.à r.l. was dissolved.

Expenses

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to eight hundred euro (EUR 800.-).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said proxyholder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le douzième jour du mois de septembre.

Par-devant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

A COMPARU:

«Cheyne Special Situations Fund LP», un limited partnership régi par les lois des îles Caïmans (reg n° CR-13999), ayant son siège social au 94 Solaris Avenue, Camana Bay, P.O. Box 1348, Grand Cayman KY1-1108, Iles Caïmans,

ici représenté par Maître Oliver MALLWITZ, Avocat, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé et reçue le 8 septembre 2014.

Laquelle procuration, après signature ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- La société NREP Transactions Holding 6 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134153, a été constituée suivant acte de Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 octobre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 36 du 8 janvier 2008 (ci-après dénommée la "Société").

- Le capital social de la Société est actuellement fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125.-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

- La comparante est l'unique propriétaire de la totalité des parts sociales de la Société.

- Par la présente la comparante en tant qu'associé unique décide de prononcer la dissolution de la Société avec effet immédiat et d'agir en tant que liquidateur de la Société.

- La comparante déclare qu'elle a pleine connaissance des statuts de la Société et qu'elle connaît parfaitement la situation financière de la Société pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 13 août 2014.

- La comparante en sa qualité de liquidateur de la Société déclare que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de ladite Société a été réglé ou provisionné, qu'elle, en tant qu'associé unique de la Société, est investi de tout l'actif de la Société et qu'elle s'engage expressément à prendre à sa charge tout le passif de la Société (en ce compris les charges fiscales), tout passif connu mais impayé, et en particulier tout passif dissimulé et inconnu à ce jour; partant la liquidation de la Société est à considérer comme effectuée et clôturée.

- L'associé unique donne décharge pleine et entière aux actuels gérants de la Société pour leur mandat de gérants de la Société jusqu'à ce jour.

- Les livres, documents et pièces relatifs à la Société dissoute resteront conservés durant cinq ans au siège social de la Société.

Sur base de ces faits le notaire a constaté la dissolution de la société NREP Transactions Holding 6 S.à r.l..

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué à huit cents euros (800,- EUR).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: O. MALLWITZ, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 septembre 2014 LAC/2014/43349. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014151100/101.

(140172771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Mareja Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 137.801.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of the month of September,

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

There appeared:

Spice Industries Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (Société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 160104,

duly represented by Me Laurie-Anne TAKERKART-WOLF, lawyer, professionally residing at 69 boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in Luxembourg on 15 September 2014,

which proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be submitted together with the deed to the registration authorities.

The appearing party, represented as here above stated, has requested the notary to record the following:

- that the company Mareja Investments S.à r.l., a private limited liability company ("Société à responsabilité limitée"), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 137801 (hereinafter the "Company") was incorporated pursuant to a deed of Me Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg), on 17 March 2008, published in the Luxembourg official gazette Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1135 on 8 May 2008;

- that the corporate capital of the Company amounts to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred corporate units (12,500) having a nominal value of 1 euro (EUR 1.-) each, which have been entirely paid up;

- that it is the sole member of the Company (the "Sole Member");

- that the Company's activities have ceased;

- that in its capacity of Sole Member, it has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution without regular liquidation of the Company with effect as of the day of the present deed and to put the Company into liquidation;

- that based on the liquidation accounts of the Company as at 17 September 2014 and acting as liquidator, it states that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the dissolution and liquidation, have been paid or duly funded;

a copy of the aforementioned liquidation accounts, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed in order to be submitted together with the deed to the registration authorities;

- that it furthermore states that should liabilities of the Company, presently unknown, remain unpaid or non-funded at the date of the present deed, it undertakes to pay them when due;

- that it is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the Company to be wound up, known or unknown at the date of the present deed;

- that following the present resolutions, the Company's dissolution and liquidation is to be considered completed and closed;

- that all the shares of the dissolved Company have been cancelled;

- that the Company's managers are hereby discharged of their mandates and liability up to the date of the present deed;

- that all books and documents of the Company shall be kept for the legal duration of five years at 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is evaluated at approximately one thousand one hundred Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder person has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-septième jour du mois de septembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A comparu:

Spice Industries Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160104,

dûment représentée par Maître Laurie-Anne TAKERKART-WOLF, avocat, demeurant professionnellement au 69, Boulevard e la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, en vertu d'une procuration, donnée à Luxembourg en date du 15 septembre 2014,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

- que la société Mareja Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, constituée en vertu du droit luxembourgeois avec siège social à 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 137801 (ci-après la «Société») a été constituée suivant un acte de Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), le 17 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1135 du 8 mai 2008;

- que le capital social de la Société s'élève à douze mille cinq cent Euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cent (12.500) parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, entièrement libérées;

- qu'elle est l'associé unique de la Société (l'«Associé Unique»);

- que l'activité de la Société a cessé;

- qu'en sa qualité d'Associé Unique, elle a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate sans liquidation ordinaire de la Société avec effet à la date du présent acte et de mettre la Société en liquidation;

- qu'au vu des comptes de liquidation de la Société au 17 septembre 2014, et agissant en tant que liquidateur, elle déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la dissolution et liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

une copie desdits comptes de liquidation après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte, pour être enregistrée en même temps auprès de l'administration de l'enregistrement;

- qu'elle déclare également que, dans l'hypothèse où subsisteraient des dettes non répertoriées qui n'auraient pas été payées ou provisionnées au jour du présent acte, elle s'engage à les payer dès lors que ces dettes seraient effectivement dues;

- qu'elle est investie de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société, connu ou non au jour du présent acte;

- que, suite aux résolutions retranscrites ci-avant, la dissolution et la liquidation de la Société sont considérées comme accomplies et clôturées;

- que toutes les parts sociales de la Société dissoute ont été annulées;

- que les gérants de la Société se voient accorder décharge pleine et entière pour leurs mandats et ce, jusqu'à la date du présent acte;

- que tous les livres et documents de la Sociétés devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

157521

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille cent euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: L-A. TAKERKART-WOLF, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 septembre 2014. LAC/2014/43573. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014151035/120.

(140172686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Krypt ID Luxembourg S.A, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg B 190.513.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the twenty-third day of Septembre..

Before us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1.- Mr Alex BLONBOU, born in Paris (France) on 14 November 1957, residing at 19 Grande rue F-77390 Crisenoy (France), and

2.- Mr Brahim ABKARE, born in Casablanca (Morocco) on 17 December 1972, residing at 3 rue de la 4^{ème} DMMF F-68700 Cernay (France);

both here represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxies, after having been signed ne varietur by the appearing parties and the notary, will remain attached to the present deed in order to be registered with it.

The appearing have, through its proxyholder, requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a société anonyme which she forms:

Title I. - Denomination, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is established hereby a société anonyme governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular, the amended law dated 10 August 1915 on commercial companies and these articles of incorporation.

The company exists under the name of "Krypt ID Luxembourg SA".

Art. 2. The registered office of the corporation is established in Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place in the municipality by a decision of the board of directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The corporation is established for an unlimited period.

Art. 4. The purpose of the company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in Luxembourg or abroad, in any companies and/or enterprises in any form whatsoever. The company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and

financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company and/or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The company may borrow in any form except by way of public offer and proceed by private placement only to the issue of bonds, notes, debentures or any kind of debt or equity securities.

The company may lend funds, including without limitation, resulting from any borrowings of the company and/or from the issue of any equity or debt securities of any kind to its subsidiaries.

The company may further guarantee, grant security in favour of or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation. For the avoidance of doubt, the company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

The company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations (including, without limitation, transactions with respect to real estate or movable property) which may be useful or necessary to the accomplishment of its purpose or which are directly or indirectly related to its purpose.

Title II. - Capital, Shares

Art. 5. The corporate capital is set at thirty one thousand euro (31,000.-EUR) represented by one hundred (100) shares without nominal value having all the same rights.

Shares may be evidenced at the owner's option, in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

Shares may be in registered form or in bearer form or party in one form or the other form at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by the law.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

Title III. - Management

Art. 6. The company shall be managed by a board composed of at least three members who need not be shareholders of the company. However, to the extent that the company is incorporated by a single shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the company has only one shareholder left, the company may be managed by one director only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholder in the company.

They shall be elected for a term not exceeding six years and shall be reeligible.

The directors shall be elected by the shareholders of the company at the general meeting of the shareholders of the company. The shareholders of the company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the general meeting of shareholders of the company.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders of the company.

Art. 7. The board may appoint a chairman among its members and it may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board and the minutes of the general meetings of the shareholders of the company.

The board shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting which shall be in Luxembourg.

Save as provided below, written notice of any meeting of the board shall be given to all directors at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the board.

No such written notice is required if all the members of the board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law is affixed, of each member of the board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board.

Any member of the board may act at any meeting of the board by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable, telegram, telex or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed, another director as his or her proxy.

Any director may participate in a meeting of the board by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear and speak to each other and properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The board can deliberate and/or act validly only if at least the majority of the company's directors is present or represented at a meeting of the board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the board may also be passed in writing, provided such resolution is preceded by a deliberation between the directors by such means as is, for example, described under paragraph 6 of this article 13. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each and every directors (résolution circulaire). The date of such resolution shall be the date of the last signature.

The minutes of any meeting of the board shall be signed by the chairman of the board who presided at such meeting or by any two directors of the company.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the secretary (if any) or by any directors of the company.

Art. 8. The board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the company's interest, including the power to transfer, assign or dispose of the assets of the company in accordance with the corporate object. All powers not expressly reserved by the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act 1915) or by the Articles to the general meeting of shareholders of the company fall within the competence of the board.

Art. 9. The board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a shareholder or not, who shall have full authority to act on behalf of the company in all matters concerned with the daily management and affairs of the company. An appointment of a member of the board as managing director of the company is subject to previous authorization by the general meeting of the shareholders of the company.

The board is also authorized to appoint a person, either director or not, without the prior authorization of the general meeting of the shareholders of the company, for the purposes of performing specific functions at every level within the company.

Art. 10. The company shall be bound towards third parties in all matters (including the daily management) by the joint signatures of two directors or the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been granted by the board, but only within the limits of such power.

Art. 11. No contract or other transaction between the company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

Any director or officer of the company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director of the company may have any personal and opposite interest in any transaction of the company, such director shall make known to the board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following general meeting of the shareholders of the company.

Art. 12. The company may have a sole shareholder at the time of its incorporation or when all of its shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the sole shareholder does not result in the dissolution of the company.

If there is only one shareholder, the sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and takes the decisions in writing.

In case of plurality of shareholders, the general meeting of Shareholders shall represent the entire body of shareholders of the company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the company.

Any general meeting shall be convened in compliance with the Law. The general meeting shall be convened by means of the shareholders representing ten per cent (10 %) of the corporate capital.

In case that all the shareholders are present or represented and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities of publication.

A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) an attorney who need not to be a shareholder and is therefore entitled to vote by proxy.

The shareholders are entitled to participate to the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

At any general meeting, the general meeting shall not validly deliberate unless at least three-fourths of the capital is represented. All decisions by general meeting of shareholders shall be taken by at the simple majority of the votes cast.

When the company has a sole shareholder, his decisions are written resolutions.

However, the nationality of the company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Title IV. - Supervision

Art. 13. The corporation is supervised by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

Title V. - General Meeting

Art. 14. The annual meeting will be held in the commune of the registered office at the place specified in the convening notices on the first Wednesday of June at 3.30 p.m. If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Title VI. - Accounting year, Allocation of profits

Art. 15. The accounting year of the corporation shall begin on the 1st of January and shall terminate on the 31st of December of each year.

Art. 16. After deduction of any and all of the expenses of the corporation and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the corporation. Of the net profits, five percent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten percent (10%) of the capital of corporation, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Title VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 17. The corporation may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations.

Title VIII. - General provisions

Art. 18. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th 1915 on commercial companies and the amendments hereto.

Transitory provisions

1) The first business year shall begin on the date of incorporation of the company and shall end on the 31st of December 2015.

2) The first annual general meeting shall be held on 2016.

Subscription and Payment

The articles of association having thus been established, the parties appearing declare to subscribe the whole capital as follows:

Subscriber	Number of shares	Capital in EUR	%
Alex Blonbou	50	15,500	50
Brahim Abkare	50	15,500	50
Total	100	31,000	100

All the shares have been paid-in up to twenty five point eighty percent (25,80 %) of their value so that the amount of eight thousand euro (EUR 8,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th 1915 on commercial companies have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately EUR 1,300.-.

Extraordinary General Meeting

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering herself as duly convoked, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, she has passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1.- The number of directors is fixed at three (3) and the number of auditors at one (1).
- 2.- The following are appointed directors:
 - Mr Alex BLONBOU, Doctor, born in Paris (France) on 14 November 1957, residing at 19 Grande rue F-77390 Crisenoy (France)
 - Mr Brahim ABKARE, technical director of sales, born in Casablanca (Morocco) on 17 December 1972, residing at 3, rue de la 4^{ème} DMMF, F-68700 Cernay (France), and
 - Mr Bertrand MOUPFOUMA, lawyer, born in Orleans (France) on 7 May 1972 residing professionally at 15, rue du Fort Bourbon, L-1249 Luxembourg.
- 3 - Has been appointed as managing director:
 - Mr Brahim ABKARE, technical director of sales, born in Casablanca (Morocco) on 17 December 1972, residing at 3 rue de la 4^{ème} DMMF F-68700 Cernay (France);
- 4.- Has been appointed statutory auditor;
 - Mrs Laurence GIRAULT, born on 29 November 1975 in Strasbourg (France), residing professionally at 4, Place de Paris L-2314 Luxembourg.
- 5.- All the mandates will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2017.
- 6.- The registered office of the company is established in L-1249 Luxembourg 1, rue du Fort Bourbon.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster.

The document having been read to the appearing, who is known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois septembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

- 1.- M. Alex BLONBOU, médecin, né à Paris (France), le 14 novembre 1957, résidant au 19, Grande rue à F-77390 Crisenoy (France), et
- 2.- M Brahim ABKARE, technico-commercial, né à Casablanca (Maroc) le 17 Décembre 1972, résidant au 3, rue de la 4^{ème} DMMF à F-68700 Cernay (France)

ici représentés par Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu de deux (2) procurations lui délivrées.

Lesdites procurations, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants, et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants ont, par leur mandataire, requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et par les présents statuts.

La société existe sous la dénomination de "Krypt Luxembourg ID SA".

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura pas d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. L'objet de la société est l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition de participations ou d'intérêts, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit. La société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société et/ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La société peut emprunter sous quelque forme que ce soit excepté par voie d'offre publique et elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'obligations, de billets à ordre, de titres de créance ou de toute sorte de créance ou de titres participatifs.

La société peut prêter des fonds comprenant, sans limitation, ceux résultant de ses emprunts et/ou des émissions de titres participatifs ou de titres de créance de toute sorte à ses filiales.

La société peut également garantir, accorder des garanties à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte. Pour éviter toute ambiguïté, la société ne peut pas exercer d'activités réglementées du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La société peut employer toutes techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques liés aux crédits, aux fluctuations monétaires, aux fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La société peut, pour son propre compte ainsi que pour le compte de tiers, accomplir toutes les opérations (comprenant, sans limitation, des transactions mobilières et immobilières) utiles ou nécessaires à l'accomplissement de son objet social ou se rapportant directement ou indirectement à celui-ci.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente-et-un mille euros (31.000,- EUR) représenté par cent (100) actions sans valeur nominale, chacune ayant les mêmes droits.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur ou pour parti nominatifs ou pour parti au porteur, au gré des actionnaires sauf dispositions contraires de la loi.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III. Administration

Art. 6. La société sera administrée par un conseil d'administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la société. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou qu'il est constaté, à une assemblée générale des actionnaires, que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire constatant qu'il y a plus d'un actionnaire dans la société. Les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Les administrateurs seront élus par les actionnaires lors de l'assemblée générale des actionnaires de la société. Les actionnaires détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires de la société.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la société.

Art. 7. Le conseil d'administration peut nommer un président parmi ses membres et pourra désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires de la société.

Les réunions du conseil d'administration seront convoquées par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Sous réserve de ce qui est indiqué ci-après, un avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la société sont présents ou représentés lors du conseil d'administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la société donné par écrit soit en original, soit par téléfax, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature élec-

tronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter au conseil d'administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, câble, télégramme, par télex ou par courriel muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise un autre administrateur comme son mandataire.

Tout administrateur peut participer à la réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, se parler et délibérer dûment. Dans ce cas, le ou les membres concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce conseil d'administration. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du président de la réunion sera prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire pourvu qu'elle soit précédée par une délibération entre administrateurs par des moyens tels que mentionnés par exemple sous le paragraphe 6 du présent article 13. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, par tous les membres du conseil d'administration (résolution circulaire). La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration seront signés par le président du conseil d'administration qui en aura assumé la présidence ou par deux administrateurs de la société.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le secrétaire (s'il en existe un) ou par tout administrateur de la société.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la société, et notamment le pouvoir de transférer, céder et disposer des actifs de la société conformément à l'objet social. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée sur les sociétés commerciales (ci-après, la Loi de 1915) ou par les Statuts à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Art. 9. Le conseil d'administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, administrateur ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la société pour tout ce qui concerne la gestion journalière. La nomination d'un administrateur nécessite l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires de la société.

Le conseil d'administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, sans l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires de la société, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la société.

Art. 10. Signatures autorisées. La société sera engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux administrateurs de la société ou par les signatures conjointes ou uniques de toute autre personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 11. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la société auraient un intérêt personnel dans, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la société, cet administrateur devra informer le conseil d'administration de la société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine assemblée générale des actionnaires de la société qui devra ratifier une telle transaction.

Art. 12. La société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'actionnaires représentant dix pour cent du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

A toute assemblée des actionnaires, l'assemblée ne délibérera valablement que si les trois-quarts au moins du capital sont représentés. Toute décision de l'assemblée requerra pour être valable de réunir la majorité simple des trois-quarts au moins des votes exprimés.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Cependant, la nationalité de la société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre IV. Surveillance

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Titre V. Assemblée Générale

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le premier mercredi du mois de juin à 15.30 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 17. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 18. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2015.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2016.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants déclarent souscrire le capital comme suit:

Souscripteur	Nombre d'actions	Capital en EUR	%
Alex Blonbou	50	15'500	50
Brahim Abkare	50	15'500	50
Total	100	31'000	100

Toutes les actions ont été libérées à concurrence de 25,80% (vingt-cinq virgule quatre-vingts pourcents), à savoir à concurrence de huit mille Euros (8.000.- EUR), de sorte que cette somme de huit mille Euros (8.000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 tel qu'amendé de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, à environ 1.300,- EUR.

Assemblée Générale Extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée est régulièrement constituée, les actionnaires ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).

2. Sont nommés administrateurs:

- M. Alex BLONBOU, médecin, né à Paris (France), le 14 novembre 1957, résidant au 19, Grande rue à F-77390 Crisenoy (France), et

- M Brahim ABKARE, technico-commercial, né à Casablanca (Maroc) le 17 Décembre 1972, résidant au 3, rue de la 4^{ème} DMMF à F-68700 Cernay (France)

- M Bertrand MOUPFOUMA, avocat, né à Orléans (France) le 7 mai 1972, résidant professionnellement au 15, rue du Fort Bourbon à L-1249 Luxembourg;

3. Est nommé administrateur délégué:

- M Brahim ABKARE, technico-commercial, né à Casablanca (Maroc) le 17 Décembre 1972, résidant au 3, rue de la 4^{ème} DMMF à F-68700 Cernay (France)

4. Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

- Mme Laurence Girault, née le 29 novembre 1975 à Strasbourg, résidant professionnellement à 4, Place de Paris L-2314 Luxembourg.

5. Tous les mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statutaire de l'année 2017.

6. Le siège social de la société est fixé à L-1249 Luxembourg 15 rue du Fort Bourbon.

Le notaire instrumentant, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparantes l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 25 septembre 2014. Relation GRE/2014/3775. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014150951/459.

(140172078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

THS Kingsway Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 177.534.

In the year two thousand and fourteen, on the twelfth day of the month of September.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held

an Extraordinary General Meeting of shareholders (the "Meeting") of "THS KINGSWAY FUND" (hereafter referred to as the "Fund" or the "Company"), a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé having its registered office at 15, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, incorporated as a Luxembourg company under the form of a "société anonyme" pursuant to a deed passed before Maître Carlo Wersandt,

notary residing in Luxembourg, on 10th May 2013. The articles of incorporation of the Company (the "Articles") were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number 1345, on 7th June 2013.

The Meeting was presided by Mr Christian Jeanrond, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs. Solange Wolter-Schieres, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mr Grégory Fourez, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the undersigned notary to state:

I. That the agenda of the Meeting is the following:

First resolution

Amendment of the articles of incorporation of the Fund (the "Articles") to comply inter alia with the investor disclosure requirements (and other applicable requirements) of the law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers, as follows:

- Amendment of the second sentence of paragraph 4 of Article 6 which shall read as follows:

- "The offering document relating to the shares of the Company, as may be amended from time to time (the "Issue Document" which forms part of the Information Means (as defined hereafter)) shall indicate the duration of each Sub-fund and if appropriate, its prorogation."

- Insertion after the final paragraph of Article 9 of two new paragraphs that shall read as follows:

"In addition to what may be provided for in that respect in these Articles and/or in applicable Luxembourg laws and regulations, the rules applicable to the sale, issue, re-purchase, redemption and cancellation of shares shall be freely determined from time to time by the Board of Directors, to the extent that such rules comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

Where it is mandatory to convey such information to shareholders, information regarding the sale, issue, re-purchase, redemption and cancellation of shares may be disclosed or made available to shareholders in, via and/or at any of the Information Means; it being understood that availability or disclosure of any information regarding the sale, issue, re-purchase, redemption and cancellation of shares may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations."

- Amendment of paragraph 10 of Article 11 as follows:

"Neither the Board of Directors nor the Depositary (as defined hereafter) may be held liable for any failure to pay redemption proceeds resulting from the application of any exchange control or other circumstances that are outside their control, which would restrict transfer of the proceeds from the redemption of the shares or make it impossible."

- Insertion of two new paragraphs immediately before section (2) of Article 13, which shall read as follows:

"In addition to what may be provided for in that respect in these Articles, the valuation of the Company's assets and the calculation of the net asset value per share shall be governed by the rules contained in the relevant applicable Luxembourg laws and regulations as well as by all other rules, policies and procedures determined from time to time by the Board of Directors to the extent that such other rules, policies and procedures comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

Where it is mandatory to convey such information to shareholders, information regarding (i) the rules applicable to the valuation of the Company's assets and the calculation of the net asset value per share and (ii) any valuation and calculation may be disclosed or made available to shareholders in, via and/or at any of the Information Means; it being understood that availability or disclosure of any information regarding asset valuation and calculation of the net asset value may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations."

- Amendment of point b) of section (2) of Article 13 as follows:

"b) all administration costs outstanding or due, including remuneration to investment advisors, managers, the Depositary, representatives and agents of the Company;"

- Amendment of Article 17 as follows:

* Amendment of the second sentence of paragraph 1, which shall read as follows:

"In particular, the Board of Directors shall determine the investment objectives, strategies, policies and risks of the Company, including (i) how the Company's or each Sub-Fund's assets may be invested and in which assets the Company or each Sub-Fund may invest and (ii) any applicable investment limits and restrictions, as well as the course of conduct of the management and the business affairs of the Company in relation thereto, as set forth in the Issue Document, in compliance with applicable laws and regulations."

* Insertion of a new paragraph 2, which shall read as follows:

"Where it is mandatory to convey such information to shareholders, information regarding the Company's (and each Sub-Fund's) investment objectives, strategies, policies and risks may be disclosed or made available to shareholders in, via and/or at any of the Information Means; it being understood that availability or disclosure of any information regarding the Company's (and each Sub-Fund's) investment objectives, strategies, policies and risks may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations."

- Amendment of Article 22 which shall read as follows:

" **Art. 22. Alternative investment fund manager and depositary bank.** The Company may at any time enter into an agreement with an alternative investment fund manager ("AIFM") authorised under Directive 2011/61/EU of 8 June 2011 on alternative investment fund managers, pursuant to which the latter shall be appointed as the designated AIFM of the Company and shall provide the Company with all or certain of the services set out under Annex I of Directive 2011/61/EU.

To the extent required by the Law of 2007, the Company shall enter into a depositary agreement with a credit institution, which will satisfy the requirements and fulfil the duties and responsibilities of and as provided for by the Law of 2007 and, where applicable, of Directive 2011/61/EU (the "Depositary").

To the extent required under the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law"), the Depositary may discharge itself of its liability provided that certain conditions are met, including the condition that, where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d)(ii) of the second paragraph of Article 19 (11) of the AIFM Law, the Articles expressly allow for such a discharge under the conditions set out in Article 19(14) of the AIFM Law. The Company hereby expressly allows for such a discharge and, more generally, allows for any discharge by the Depositary of its liability that is not prohibited by any applicable laws and regulations and to be in place in accordance with the conditions set out in the AIFM Law. Information regarding any discharge by the Depositary of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Shareholders in, via and/or at any of the Information Means; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge by the Depositary of its liability may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

To the maximum extent authorised by applicable laws and regulations, any assets of the Company may be transferred to, and reused by, any third party, including the Depositary and any prime broker appointed from time to time.

If the Depositary desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor depositary and will appoint it in replacement of the retiring Depositary. The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof. The functions and responsibilities of the depositary in accordance with the Law of 2007, and as the case may be, the AIFM Law, shall be transferred to the successor custodian within 2 months' time."

- Amendment of the first sentence of Article 23 as follows:

"The Company shall appoint an independent and external auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the Law of 2007 and the AIFM Law."

- Insertion of a new Article 32 that shall read as follows, and renumbering of existing Article 32 as Article 33, Article 33 as Article 34, Article 34 as Article 35, Article 35 as Article 36 and Article 36 as Article 37:

" **Art. 32. Preferential treatment.** Any prospective or existing shareholder may be granted a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with the conditions set forth in applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may take any form that is not inconsistent (or incompatible) with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

Whenever a shareholder obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of shareholders who obtain such preferential treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company or its AIFM, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to shareholders in, via and/or at any of the Information Means; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations."

- Insertion of a new Article 38 that shall read as follows, and renumbering of existing Article 37 as Article 39 and Article 38 as Article 40:

" **Art. 38 Shareholder's information.** Any information or document that the Company or its AIFM must or wishes to disclose or be made available to some or all of the prospective or existing shareholders shall be validly disclosed or made available to any of the concerned shareholders in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Mean"): (i) the Issue Document, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, e-mail or any type of notice or message (including verbal notice or message), (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's, AIFM's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company or its AIFM to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

The Company or its AIFM may freely determine from time to time the specific Information Means used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used

to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Company's Issue Document or at the Company's or AIFM's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with Article 13(1) and (2) of the AIFM Law may be provided by means of a website without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the Company's Issue Document or at the Company's or AIFM's registered office."

Second resolution

Amendment of Article 8 so as to take into account the impact of the relevant provisions of the U.S. Foreign Account Tax Compliance Act ("FATCA") and the intergovernmental agreement of 28th March 2014 implementing FATCA in Luxembourg:

- Amendment of paragraph 1 which shall read as follows:

"The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign; or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages, financial disadvantages or any kind of administrative burden that it would not have otherwise incurred. Specifically but without limitation, the Company may restrict the ownership of shares in the Company by any US Person, as defined in this Article (such persons, firms or corporate bodies to be determined by Board of Directors being herein referred to as "Prohibited Persons")."

- Amendment of the penultimate paragraph of Article 8 to amend the definition of U.S. Person as follows and removal of the final paragraph of Article 8:

"Whenever used in these Articles, the terms "U.S. Person" shall have the same meaning as in the U.S. Securities Act of 1933, in the Foreign Account Tax Compliance Act enacted as part of the Hiring Incentive to Restore Employment Act, and in the intergovernmental agreement signed by Luxembourg and the United States on 28 March 2014, provided that the Board of Directors may further define those terms in the Information Means."

Third resolution

Amendment of the title of new Article 33 which shall read as follows: "FINANCIAL YEAR AND ACCOUNTS" and insertion of a new second paragraph in this Article to provide for the accounting standards according to which the accounts of the Fund may be prepared, which shall read as follows:

"The accounts of the Company shall be prepared in accordance with the international financial reporting standards ("IFRS"), the Luxembourg GAAP or such other permitted accounting standards accepted in Luxembourg and considered by the Board of Directors to be the most appropriate for the Company. Subject to, and in compliance with, applicable laws and regulations, the Board of Directors is authorised to change the accounting standards and adopt new accounting standards accepted in Luxembourg and considered by the Board of Directors to be the most appropriate for the Company. The accounting standards actually retained by the Company may be disclosed or made available to shareholders in, via and/or at any of the Information Means."

Fourth resolution

Amendment of new Article 34 to allow for a broader dividend's policy for the Fund, as follows:

- Insertion of a final sentence to paragraph 1 which shall read as follows:

"Distributions may be made out of investment income, capital gains or capital."

- Amendment of paragraph 2 which shall read as follows:

"In addition to the aforementioned provisions and to what may be otherwise provided for in that respect in these Articles and/or in applicable Luxembourg laws and regulations, the rules applicable to distribution shall be freely determined from time to time by the Board of Directors, to the extent that such rules comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations. The Board of Directors may in particular decide to pay interim dividends with regard to each Sub-fund within the conditions and limits laid down by the Law of 2007."

- Insertion of a new final paragraph which shall read as follows:

"Where it is mandatory to convey such information to shareholders, information regarding distribution may be disclosed or made available to shareholders in, via and/or at any of the Information Means; it being understood that availability or disclosure of any information regarding distribution may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations."

Fifth resolution

Amendment of the Articles to proceed to minor corrections or to the removal of outdated information, as follows:

- Replacement of the reference to Directive 2001/107/EC by a reference to Directive 2009/65/EC;
- Replacement of the words "custodian bank of the Company" by "Depositary" within paragraph 5 of new Article 36 and paragraph 4 of new Article 37.

II. That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary as well as the proxies will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. All the shares being registered shares, the convening notice has been sent by registered mail on 25th August 2014 to all registered shareholders to their address indicated in the register of shareholders of the Company.

IV. That resolutions of the agenda require a quorum of fifty per cent of the shares in issue of the Company and may only be validly taken if approved by a majority of at least two thirds of the votes cast at the Meeting.

V. That it appears from the attendance list that out of the 4,328,924.63 shares in issue, 3,140,095.15284 shares are present or represented at the present meeting. The present Meeting is therefore regularly constituted and may validly deliberate on the agenda.

After deliberation, the Meeting unanimously resolved as follows:

First resolution

The Meeting resolved to amend the Articles to comply inter alia with the investor disclosure requirements (and other applicable requirements) of the law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers, as follows:

- Amendment of the second sentence of paragraph 4 of Article 6 which shall read as follows:

"The offering document relating to the shares of the Company, as may be amended from time to time (the "Issue Document" which forms part of the Information Means (as defined hereafter)) shall indicate the duration of each Sub-fund and if appropriate, its prorogation."

- Insertion after the final paragraph of Article 9 of two new paragraphs that shall read as follows:

"In addition to what may be provided for in that respect in these Articles and/or in applicable Luxembourg laws and regulations, the rules applicable to the sale, issue, re-purchase, redemption and cancellation of shares shall be freely determined from time to time by the Board of Directors, to the extent that such rules comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

Where it is mandatory to convey such information to shareholders, information regarding the sale, issue, re-purchase, redemption and cancellation of shares may be disclosed or made available to shareholders in, via and/or at any of the Information Means; it being understood that availability or disclosure of any information regarding the sale, issue, re-purchase, redemption and cancellation of shares may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations."

- Amendment of paragraph 10 of Article 11 as follows:

"Neither the Board of Directors nor the Depositary (as defined hereafter) may be held liable for any failure to pay redemption proceeds resulting from the application of any exchange control or other circumstances that are outside their control, which would restrict transfer of the proceeds from the redemption of the shares or make it impossible."

- Insertion of two new paragraphs immediately before section (2) of Article 13, which shall read as follows:

"In addition to what may be provided for in that respect in these Articles, the valuation of the Company's assets and the calculation of the net asset value per share shall be governed by the rules contained in the relevant applicable Luxembourg laws and regulations as well as by all other rules, policies and procedures determined from time to time by the Board of Directors to the extent that such other rules, policies and procedures comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

Where it is mandatory to convey such information to shareholders, information regarding (i) the rules applicable to the valuation of the Company's assets and the calculation of the net asset value per share and (ii) any valuation and calculation may be disclosed or made available to shareholders in, via and/or at any of the Information Means; it being understood that availability or disclosure of any information regarding asset valuation and calculation of the net asset value may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations."

- Amendment of point b) of section (2) of Article 13 as follows:

"b) all administration costs outstanding or due, including remuneration to investment advisors, managers, the Depositary, representatives and agents of the Company;"

- Amendment of Article 17 as follows:

- * Amendment of the second sentence of paragraph 1, which shall read as follows:

"In particular, the Board of Directors shall determine the investment objectives, strategies, policies and risks of the Company, including (i) how the Company's or each Sub-Fund's assets may be invested and in which assets the Company or each Sub-Fund may invest and (ii) any applicable investment limits and restrictions, as well as the course of conduct

of the management and the business affairs of the Company in relation thereto, as set forth in the Issue Document, in compliance with applicable laws and regulations."

* Insertion of a new paragraph 2, which shall read as follows:

"Where it is mandatory to convey such information to shareholders, information regarding the Company's (and each Sub-Fund's) investment objectives, strategies, policies and risks may be disclosed or made available to shareholders in, via and/or at any of the Information Means; it being understood that availability or disclosure of any information regarding the Company's (and each Sub-Fund's) investment objectives, strategies, policies and risks may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations."

- Amendment of Article 22 which shall read as follows:

" **Art. 22. Alternative investment fund manager and depositary bank.** The Company may at any time enter into an agreement with an alternative investment fund manager ("AIFM") authorised under Directive 2011/61/EU of 8 June 2011 on alternative investment fund managers, pursuant to which the latter shall be appointed as the designated AIFM of the Company and shall provide the Company with all or certain of the services set out under Annex I of Directive 2011/61/EU.

To the extent required by the Law of 2007, the Company shall enter into a depositary agreement with a credit institution, which will satisfy the requirements and fulfil the duties and responsibilities of and as provided for by the Law of 2007 and, where applicable, of Directive 2011/61/EU (the "Depositary").

To the extent required under the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law"), the Depositary may discharge itself of its liability provided that certain conditions are met, including the condition that, where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d)(ii) of the second paragraph of Article 19 (11) of the AIFM Law, the Articles expressly allow for such a discharge under the conditions set out in Article 19(14) of the AIFM Law. The Company hereby expressly allows for such a discharge and, more generally, allows for any discharge by the Depositary of its liability that is not prohibited by any applicable laws and regulations and to be in place in accordance with the conditions set out in the AIFM Law. Information regarding any discharge by the Depositary of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Shareholders in, via and/or at any of the Information Means; it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge by the Depositary of its liability may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

To the maximum extent authorised by applicable laws and regulations, any assets of the Company may be transferred to, and reused by, any third party, including the Depositary and any prime broker appointed from time to time.

If the Depositary desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor depositary and will appoint it in replacement of the retiring Depositary. The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof. The functions and responsibilities of the depositary in accordance with the Law of 2007, and as the case may be, the AIFM Law, shall be transferred to the successor custodian within 2 months' time."

- Amendment of the first sentence of Article 23 as follows:

"The Company shall appoint an independent and external auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the Law of 2007 and the AIFM Law."

- Insertion of a new Article 32 that shall read as follows, and renumbering of existing Article 32 as Article 33, Article 33 as Article 34, Article 34 as Article 35, Article 35 as Article 36 and Article 36 as Article 37:

" **Art. 32. Preferential treatment.** Any prospective or existing shareholder may be granted a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a "Preferential Treatment") subject to, and in compliance with the conditions set forth in applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may take any form that is not inconsistent (or incompatible) with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

Whenever a shareholder obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of shareholders who obtain such preferential treatment and, where relevant, their legal or economic links with the Company or its AIFM, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to shareholders in, via and/or at any of the Information Means; it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatment may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations."

- Insertion of a new Article 38 that shall read as follows, and renumbering of existing Article 37 as Article 39 and Article 38 as Article 40:

" **Art. 38. Shareholder's information.** Any information or document that the Company or its AIFM must or wishes to disclose or be made available to some or all of the prospective or existing shareholders shall be validly disclosed or made available to any of the concerned shareholders in, via and/or at any of the following information means (each an "Information Mean"): (i) the Issue Document, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, e-mail or any type of notice or message (including

verbal notice or message), (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's, AIFM's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company or its AIFM to the extent that such means or medium comply and remain consistent with these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

The Company or its AIFM may freely determine from time to time the specific Information Means used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the Company's Issue Document or at the Company's or AIFM's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an "Electronic Information Means") used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this investor to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, an investor (i) acknowledges and consents that the information to be disclosed in accordance with Article 13(1) and (2) of the AIFM Law may be provided by means of a website without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed is indicated in either the Company's Issue Document or at the Company's or AIFM's registered office."

Second resolution

The Meeting resolved to amend Article 8 of the Articles so as to take into account the impact of the relevant provisions of the U.S Foreign Account Tax Compliance Act ("FATCA") and the intergovernmental agreement of 28th March 2014 implementing FATCA in Luxembourg:

- Amendment of paragraph 1 which shall read as follows:

"The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign; or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages, financial disadvantages or any kind of administrative burden that it would not have otherwise incurred. Specifically but without limitation, the Company may restrict the ownership of shares in the Company by any US Person, as defined in this Article (such persons, firms or corporate bodies to be determined by Board of Directors being herein referred to as "Prohibited Persons")."

- Amendment of the penultimate paragraph of Article 8 to amend the definition of U.S. Person as follows and removal of the final paragraph of Article 8:

"Whenever used in these Articles, the terms "U.S. Person" shall have the same meaning as in the U.S. Securities Act of 1933, in the Foreign Account Tax Compliance Act enacted as part of the Hiring Incentive to Restore Employment Act, and in the intergovernmental agreement signed by Luxembourg and the United States on 28 March 2014, provided that the Board of Directors may further define those terms in the Information Means."

Third resolution

The Meeting resolved to amend the title of new Article 33 of the Articles which shall read as follows: "FINANCIAL YEAR AND ACCOUNTS" and to insert a new second paragraph in this Article to provide for the accounting standards according to which the accounts of the Fund may be prepared, which shall read as follows:

"The accounts of the Company shall be prepared in accordance with the international financial reporting standards ("IFRS"), the Luxembourg GAAP or such other permitted accounting standards accepted in Luxembourg and considered by the Board of Directors to be the most appropriate for the Company. Subject to, and in compliance with, applicable laws and regulations, the Board of Directors is authorised to change the accounting standards and adopt new accounting standards accepted in Luxembourg and considered by the Board of Directors to be the most appropriate for the Company. The accounting standards actually retained by the Company may be disclosed or made available to shareholders in, via and/or at any of the Information Means."

Fourth resolution

The Meeting resolved to amend of new Article 34 to allow for a broader dividend's policy for the Fund, as follows:

- Insertion of a final sentence to paragraph 1 which shall read as follows:

"Distributions may be made out of investment income, capital gains or capital."

- Amendment of paragraph 2 which shall read as follows:

"In addition to the aforementioned provisions and to what may be otherwise provided for in that respect in these Articles and/or in applicable Luxembourg laws and regulations, the rules applicable to distribution shall be freely determined from time to time by the Board of Directors, to the extent that such rules comply and remain consistent with

these Articles and applicable Luxembourg laws and regulations. The Board of Directors may in particular decide to pay interim dividends with regard to each Sub-fund within the conditions and limits laid down by the Law of 2007."

- Insertion of a new final paragraph which shall read as follows:

"Where it is mandatory to convey such information to shareholders, information regarding distribution may be disclosed or made available to shareholders in, via and/or at any of the Information Means; it being understood that availability or disclosure of any information regarding distribution may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations."

Fifth resolution

The Meeting resolved to amend the Articles to proceed to minor corrections or to the removal of outdated information, as follows:

- Replacement of the reference to Directive 2001/107/EC by a reference to Directive 2009/65/EC;
- Replacement of the words "custodian bank of the Company" by "Depositary" within paragraph 5 of new Article 36 and paragraph 4 of new Article 37.

There being no further business on the agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned Notary, who understands and speaks English, states that, at the request of the parties hereto, these minutes are drafted in English only.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day aforementioned.

And after reading of these minutes, the members of the bureau signed together with the notary the present deed.

Signé: S. WOLTER, C. JEANROND, G. FOUREZ et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 septembre 2014. Relation: LAC/2014/43863. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

Référence de publication: 2014153210/378.

(140174788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Nordborn I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 120.949.

I. Aktualisierung

Diese Dokument dient dazu die bisher eingeschriebenen Informationen beim Luxemburger Gesellschafts- und Handelsregister zu aktualisieren.

- Der Name und Vorname der nachstehenden Geschäftsführer lautet wie folgt:

* Herr Cyril Arnos Friedrich SCHELLING

* Herr Dr. Matthias EDER

II. Auszug aus der Beschlussfassung der Gesellschafter der Gesellschaft im Umlaufverfahren vom 1. September 2014

Am 1. September 2014 haben die Gesellschafter der Gesellschaft folgenden Beschluss gefasst:

- Abberufung von Herrn Bernhard BERG von seinem Mandat als Geschäftsführer der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung.

Somit setzt sich die Geschäftsführung der Gesellschaft wie folgt zusammen:

- Herr Cyril Arnos Friedrich SCHELLING

- Herr Dr. Matthias EDER

- Frau Irmgard LINKER

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 6. Oktober 2014.

NORDBORN I S.à r.l.

Unterschrift

Référence de publication: 2014153844/26.

(140176428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 octobre 2014.